



Conseil économique et social

Distr. générale
22 novembre 2016
Français
Original : anglais

Comité chargé des organisations non gouvernementales

Session ordinaire de 2017

30 janvier-8 février et 21 février 2017

Rapports quadriennaux pour la période 2012-2015 présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général, en application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil*

Note du Secrétaire général

Additif

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Assemblea delle Donne per lo Sviluppo e la Lotta Contro L'Esclusione	3
2. International HIV/AIDS Alliance.	4
3. International Human Rights and Anti-Corruption Society	5
4. International Humanist and Ethical Union	6
5. International Institute for Human Rights, Environment and Development	7
6. International Lactation Consultant Association	8
7. International Longevity Center.	10
8. International Movement against All Forms of Discrimination and Racism	11
9. International Native Tradition Interchange	12
10. International Police Association.	14

* Les rapports présentés par les organisations non gouvernementales ne sont pas revus par les services d'édition.



11.	International POPs Elimination Network	15
12.	International Rehabilitation Council for Torture Victims.	16
13.	International Youth Hostel Federation.	17
14.	Internationale Organisation Für Volkskunst	18
15.	ISIS: – International Women’s Information and Communication Service	19

1. Assemblea delle Donne per lo Sviluppo e la Lotta Contro L'Esclusione (ASDO)

Statut consultatif spécial : 2008

Introduction

Assemblea delle Donne per lo Sviluppo e la Lotta Contro L'Esclusione (ASDO) est un organisme de recherche basé à Rome (Italie), axée sur le renforcement du rôle des femmes dans la société – et en particulier dans le domaine de la recherche scientifique et de l'innovation technologique.

Objectifs et mission

L'ASDO vise à renforcer la participation des femmes à la vie économique, politique et sociale, ainsi que leur accès à des postes de direction.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'ASDO a participé à plusieurs conférences, réunions et exposés sur le renforcement du rôle des femmes dans la société – et en particulier dans le domaine de la recherche scientifique et de l'innovation technologique.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'ASDO a assisté aux sessions annuelles de la Commission de la condition de la femme; à la sixième session du Forum urbain mondial, organisée par ONU-HABITAT et coorganisé une manifestation parallèle sur le thème « La ville entre mémoire et innovation »; elle a participé aux réunions de printemps 2012 du Groupe de la Banque mondiale; a fait une déclaration orale au débat de haut niveau de 2013 du Conseil économique et social.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Par le biais de ses projets en cours, Transforming Institutions by Gendering Contents and Gaining Equality in Research (TRIGGER) 2014-2017 (Transformation des institutions par l'équité entre hommes et femmes et l'égalité des sexes dans la recherche) et Structural Transformation to Achieve Gender Equality in Science (STAGES) 2012-2016 (Transformation structurelle pour l'égalité des sexes dans le domaine de la science)], l'ASDO s'attache à la promotion des femmes dans le domaine de la science et de la technologie. Elle a également développé une activité de réseautage avec les organisations de femmes italiennes pour promouvoir leur participation au Forum urbain mondial.

2. International HIV/AIDS Alliance

Statut consultatif spécial : 2000

Introduction

International HIV/AIDS Alliance est une organisation qui soutient l'action communautaire sur le VIH, la santé et les droits.

Objectifs et mission

L'organisation œuvre pour la réalisation des objectifs de développement durable, l'élimination du sida, la promotion d'un accès équitable à des services de santé pour les personnes infectées ou touchées par le VIH et l'exercice effectif de leurs droits.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation contribue au programme de développement des Nations Unies, en particulier les objectifs du Millénaire pour le développement, les objectifs de développement durable et le processus de financement du développement; au programme de santé de l'ONU, y compris l'élimination du sida, la couverture sanitaire universelle et la promotion de la santé sexuelle et procréative; au programme « droits de l'homme et équité » de l'ONU, en particulier le programme « Ne pas faire de laissés-pour-compte » des objectifs de développement durable, la lutte contre la stigmatisation et la discrimination liées au VIH, la prise en compte des droits des minorités sexuelles et la promotion du droit à la santé.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'Alliance a participé à des réunions et sommets sur les objectifs de développement durable; aux réunions de haut niveau sur le VIH/sida; aux réunions annuelles de l'Assemblée générale; aux sessions annuelles de la Commission de la condition de la femme et de la Commission de la population et du développement; aux réunions sur le financement du développement.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'Alliance a établi des relations avec le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), en particulier le Département de la mobilisation communautaire et le Conseil de coordination du Programme; l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), en particulier l'Assemblée mondiale de la Santé, avec un accent sur l'élaboration de directives de l'OMS et la couverture sanitaire universelle; le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'accent étant mis sur les femmes, les jeunes et les adolescents en ce qui concerne le VIH et la santé sexuelle et procréative.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

En 2013, l'Alliance a soutenu 2 132 associations locales. Cet appui a permis de renforcer les mécanismes de signalement et de répression des violations des droits et de faire des progrès dans l'approche de sensibilisation à plusieurs volets fondée sur les droits, y compris les progrès vérifiables dans la poursuite des objectifs politiques liés au VIH, à la santé et aux droits.

3. International Human Rights and Anti-Corruption Society

Statut consultatif spécial : 2012

Introduction

International Human Rights and Anti-Corruption Society est une organisation professionnelle non gouvernementale qui défend et préserve l'intérêt public.

Objectifs et mission

L'organisation vise à créer un environnement propice à la reconnaissance, la promotion et l'application des droits de l'homme et la lutte contre la corruption.

Changements à signaler

L'organisation a enregistré des changements dans la répartition géographique des membres de son Comité et une augmentation des financements.

Contribution à des activités des Nations Unies

Les domaines de travail et les objectifs de l'organisation sont, entre autres, la protection et la défense des droits de l'homme, la promotion de la démocratie et de la bonne gouvernance, la justice et la paix, la santé mondiale, la lutte contre la corruption, le commerce illicite et les changements climatiques, la sécurité, l'environnement et le travail décent. L'organisation a observé des élections à l'échelle mondiale et en a dressé rapport, célébré les différentes journées internationales, notamment la Journée des droits de l'homme, la Journée internationale de la lutte contre la corruption et la Journée mondiale de la lutte contre le sida.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Des représentants de l'organisation ont participé à diverses conférences et réunions internationales dont la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée; présenté une déclaration écrite sur l'« Élimination et la prévention de toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles » à la cinquante-septième session de la Commission de la condition de la femme et participé au débat de haut niveau et à l'examen ministériel annuel du Conseil économique et social de 2013.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a réalisé un contrôle indépendant de tous les projets exécutés en Afrique, et de leurs financements, pour s'assurer de la réalisation de la mission et des objectifs.

4. International Humanist and Ethical Union

Statut consultatif spécial : 2000

Introduction

International Humanist and Ethical Union est la fédération mondiale des organisations qui composent le mouvement humaniste mondial.

Objectifs et mission

International Humanist and Ethical Union œuvre pour un monde laïc dans lequel les droits de l'homme sont respectés et où chacun vit dans la dignité.

Changements à signaler

International Humanist and Ethical Union a recruté un directeur et un membre du personnel pour la sensibilisation à l'ONU.

Contribution à des activités des Nations Unies

International Humanist and Ethical Union a concentré ses travaux au Conseil des droits de l'homme, où elle s'est employée à défendre et promouvoir les droits de l'homme et à former les membres qui participent au processus d'examen périodique universel.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Entre 2012 et 2015, des représentants de International Humanist and Ethical Union ont participé à toutes les sessions du Conseil des droits de l'homme où ils ont présenté des déclarations orales et écrites, organisé des manifestations parallèles et participé à un certain nombre de processus de l'examen périodique universel. L'organisation a également participé à des réunions organisées par le Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction sur les droits des lesbiennes, gay, bisexuels, transgenres et intersexués, et aux réunions du Comité des droits de l'homme, du Comité contre la torture et du Comité des droits de l'enfant.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

International Humanist and Ethical Union a travaillé en étroite collaboration avec le Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction, qui a participé au lancement en 2015 du rapport de l'organisation sur la liberté de pensée au Parlement européen et à son Congrès humaniste mondial en 2014.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune information fournie.

5. International Institute for Human Rights, Environment and Development

Statut consultatif spécial : 1996

Introduction

International Institute for Human Rights, Environment and Development (INHURED International) est une organisation d'intérêt public indépendante créée en 1987 pour la protection et la promotion des droits de l'homme, l'état de droit et la démocratie, l'environnement durable, le développement démocratique et la paix dans le monde.

Objectifs et mission

INHURED International œuvre pour l'application effective, aux niveaux régional et national, des doctrines et des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme adoptés par l'ONU.

Changements à signaler

Au cours de la période considérée, INHURED International a réorienté ses activités du plaidoyer vers l'appui humanitaire pour répondre aux besoins des personnes touchées par le séisme de 2015 au Népal.

Contribution à des activités des Nations Unies

INHURED International a mené des missions d'enquête et de recherche d'informations; préparé des rapports, des études et des interventions sur des violations du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire; plaidé devant des organismes locaux, régionaux et internationaux. L'Institut a coopéré avec les organisations de la société civile népalaise et les institutions gouvernementales pour veiller à l'intégration des normes internationales des droits de l'homme dans les lois et politiques nationales à travers différents programmes. Il a rédigé et présenté les rapports parallèles préliminaires des ONG du Népal sur la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et la Convention relative aux droits de l'enfant. Il a également présenté un rapport parallèle sur les organes de surveillance de l'application des traités relatifs aux droits de l'homme des Nations Unies et est intervenu pendant l'examen du renforcement du système.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

INHURED International a organisé des manifestations en marge des sessions de la Commission de la condition de la femme; participé à la Consultation ministérielle de l'Asie et du Pacifique pour Beijing +20 et aux sessions des organes conventionnels des droits de l'homme de l'ONU et de l'examen périodique universel, au cours desquelles il a fait des interventions orales et écrites sur des questions relatives aux réfugiés, la torture et la violation des droits non susceptibles de dérogation.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

INHURED International a travaillé en étroite collaboration avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) en vue de trouver une solution durable pour les réfugiés urbains, tibétains et bhoutanais vivant au Népal. Il a également produit un certain nombre de matériels d'information, d'éducation et de communication sur les enfants, les femmes, les réfugiés, ainsi que la protection et la promotion des droits de l'homme en général avec l'aide de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

INHURED International a dispensé une formation aux niveaux national et régional sur le droit international humanitaire, le système des droits de l'homme des Nations Unies, le programme de réforme des Nations Unies et les objectifs du Millénaire pour le développement. Il a reconstruit une école qui avait été détruite par le tremblement de terre au Népal en 2015. Il a commencé la mise en œuvre d'un projet sur l'égalité des sexes et l'inclusion sociale et traduit la Déclaration universelle des droits de l'homme dans les langues locales.

6. International Lactation Consultant Association**Statut consultatif spécial : 1996****Introduction**

International Lactation Consultant Association (ILCA) est une association professionnelle regroupant les membres de l'International Board of Certified Lactation Consultants (IBCLC).

Objectifs et mission

L'ILCA a pour mission de promouvoir la profession de consultant en allaitement par la prise d'initiatives, les activités de plaidoyer, le perfectionnement professionnel et la recherche.

Changements à signaler

En 2014, l'ILCA a changé sa vision : transformer la santé mondiale par l'allaitement maternel et un allaitement de qualité. Elle s'est ainsi dotée d'un nouveau mandat pour plus de mobilisation, de présence et de collaboration à l'échelle mondiale. Au début de l'année 2015, elle a établi des partenariats officiels avec 17 organisations d'allaitement nationales et régionales animées du même esprit. Elle a également noué des relations de travail avec plus de 15 nouvelles organisations qui manquaient d'infrastructures et des ressources requises pour obtenir les résultats souhaités en matière d'allaitement maternel dans leur région. Pour permettre à l'ILCA de mieux suivre sa nouvelle orientation stratégique, son conseil d'administration a créé un nouveau comité consultatif stratégique, un service du « plaidoyer » et six nouveaux comités régionaux.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'ILCA a facilité la création de réseaux entre les consultants en allaitement et d'autres professionnels s'intéressant à la promotion, à la protection et au soutien de l'allaitement maternel; mis au point des directives relatives aux pratiques compétentes, éthiques et fondées sur les faits en matière de consultation en allaitement; favorisé le développement de normes professionnelles et de pratiques éthiques pour les consultants en allaitement; informé tous les professionnels des soins de santé de l'importance du lait et de l'allaitement maternels et des conséquences de l'allaitement artificiel; servi d'organe consultatif professionnel faisant autorité dans le domaine de la santé des femmes et des enfants; coopéré avec des organisations ayant des buts et objectifs similaires; stimulé et appuyé la recherche dans tous les aspects de l'allaitement et de l'alimentation des nourrissons; soutenu la mise en œuvre du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel et de ses résolutions ultérieures pertinentes. L'ILCA a été membre actif du Comité des ONG sur la condition de la femme, du Groupe de travail sur les filles, du United States Committee for Ratification of the Convention on the Rights of the Child et du Comité des ONG auprès de l'UNICEF). Elle a également contribué à l'élaboration d'un rapport de synthèse sur l'alimentation des nourrissons dans les situations d'urgence, paru dans la lettre d'information du Comité des ONG auprès de l'UNICEF.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Parmi les autres événements auxquels l'ILCA a participé, on peut citer le vingt-cinquième anniversaire de la réunion commémorative de haut niveau de l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant; les sessions annuelles de la Commission de la condition de la femme; la réunion de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le thème « Advancing Regional Recommendations on Post - 2015 Development Agenda : A Dialogue between Civil Society, Governments and UN Representatives » (Promouvoir des recommandations régionales sur le programme de développement pour l'après-2015 : dialogue entre des représentants de la société civile, des gouvernements et des Nations Unies).

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'ILCA a joué un rôle déterminant dans la prise de l'initiative de plaidoyer pour l'allaitement maternel, coordonnée par l'UNICEF et l'OMS, et a participé à de nombreuses activités de sensibilisation dans le cadre de cette initiative. Elle a publié une déclaration conjointe et organisé une réunion-débat lors de la session 2014 de la Commission de la condition de la femme sur l'autonomisation des femmes par l'allaitement maternel, en partenariat avec l'UNICEF, l'Academy of Breastfeeding Medicine, la Carolina Global Breastfeeding Initiative, et l'Alliance mondiale en faveur de l'allaitement maternel.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'ILCA a joué un rôle déterminant dans la création et le lancement de l'initiative de plaidoyer pour l'allaitement maternel.

7. International Longevity Center Global Alliance

Statut consultatif spécial : 2012

Introduction

International Longevity Center Global Alliance est une ONG multinationale axée sur le vieillissement de la population.

Objectifs et mission

International Longevity Center Global Alliance a pour mission d'aider la société à se préparer à la longévité et au vieillissement de la population dans une attitude positive et productive par la recherche, la formation et la sensibilisation.

Changements à signaler

International Longevity Center Global Alliance a modifié ses statuts le 27 octobre 2014. Depuis 2012, elle compte 17 organisations membres.

Contribution à des activités des Nations Unies

En tant que personnel d'une organisation membre du Groupe des parties prenantes sur le vieillissement et d'autres consortiums d'ONG, les représentants d'International Longevity Center Global Alliance ont contribué aux activités des Nations Unies en qualité d'orateurs, de conseillers techniques, d'examineurs, de participants et d'organisateur de manifestations parallèles.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Au cours de la période considérée, des représentants de International Longevity Center Global Alliance ont participé aux sessions du Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable; du Groupe de travail à composition non limitée sur le vieillissement, y compris l'organisation d'une manifestation parallèle sur le « cadre politique en réponse à la révolution de la longévité » lors de la sixième session du Groupe; de la Commission du développement social; de la Commission de la condition de la femme; du Conseil des droits de l'homme; ainsi qu'aux commémorations mondiales de la Journée internationale des personnes âgées et de la Journée mondiale de sensibilisation à la maltraitance des personnes âgées.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En 2015, International Longevity Center Global Alliance a contribué à la Conférence ministérielle sur l'action mondiale contre la démence organisée par l'OMS, à la stratégie mondiale sur le vieillissement et au forum mondial sur l'innovation pour le vieillissement de la population; avec l'Institut International du vieillissement, elle a organisé un programme de formation conduisant à l'obtention d'un certificat en gérontologie à Pune (Inde).

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

International Longevity Center Global Alliance a organisé une conférence intitulée « Human Rights and Gender Dimensions », les 7 et 8 mars 2012 à Pune (Inde).

8. International Movement against All Forms of Discrimination and Racism

Statut consultatif spécial : 2008

Introduction

International Movement against All Forms of Discrimination and Racism est une organisation des droits de l'homme consacrée à l'élimination de la discrimination et du racisme, à l'établissement de la solidarité internationale entre les minorités victimes de discrimination et à la promotion du système international des droits de l'homme.

Objectifs et mission

International Movement against All Forms of Discrimination and Racism vise à éliminer toutes les formes de discrimination raciale et à renforcer les capacités des groupes victimes de discrimination de faire entendre leur voix et de mener eux-mêmes des activités de lutte contre ce fléau.

Changements à signaler

Le processus d'intégration institutionnelle de l'organisation et de son comité japonais a été décidé lors de l'Assemblée générale de 2015.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a contribué aux activités des organes de défense des droits de l'homme de l'ONU par des déclarations orales et écrites, des manifestations parallèles aux sessions du Conseil des droits de l'homme et des rapports parallèles adressés aux organes conventionnels des droits de l'homme. Elle a contribué à l'adoption des résolutions du Conseil des droits de l'homme intitulées « Favoriser la réconciliation et l'établissement des responsabilités à Sri Lanka » et « Favoriser la réconciliation et l'établissement des responsabilités et promouvoir les droits de l'homme à Sri Lanka ».

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Au cours de la période considérée, International Movement against All Forms of Discrimination and Racism a participé aux quatre-vingtième à quatre-vingt-huitième sessions du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale; aux dix-neuvième à trentième sessions et à la vingt-troisième session extraordinaire du Conseil des droits de l'homme; aux treizième et quatorzième sessions de l'examen périodique universel; à la 49e séance du Groupe de travail d'avant-session du Comité des droits économiques, sociaux et culturels et à la cinquantième session dudit Comité; à la cinquième session du Mécanisme d'experts sur les droits des

peuples autochtones; aux première à quatrième sessions du Forum sur les entreprises et les droits de l'homme; aux cent-dixième à cent-douzième sessions du Comité des droits de l'homme; à la septième session du Forum sur les questions relatives aux minorités; au troisième Forum sur les entreprises et les droits de l'homme; au troisième Groupe de travail chargé d'élaborer un projet de déclaration sur le droit à la paix; à la 63e séance du Groupe de travail d'avant-session du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes; à la célébration du cinquantième anniversaire de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

International Movement against All Forms of Discrimination and Racism a offert la retransmission en direct des séances publiques du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale; aidé les participants à ce comité financé par le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones; et publié un résumé en français du manuel de la société civile sur la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Le comité d'International Movement against All Forms of Discrimination and Racism pour l'Asie à Sri Lanka a mis en place un réseau pour accroître la participation des femmes au processus de prise de décision et financé le projet pour les femmes célibataires touchées par la guerre dans le nord-est de Sri Lanka, notamment la formation à la direction et aux droits sexuels et reproductifs pour 100 femmes et l'assistance en matière de moyens de subsistance pour 25 femmes. International Movement against All Forms of Discrimination and Racism a appuyé la Society for Rural Education and Development dans le Tamil Nadu (Inde) dans le cadre d'un programme d'étude destiné aux étudiants et jeunes dalits, des cours du soir pour les enfants dalits, la formation professionnelle et les activités génératrices de revenus pour les femmes dalits. Il a soutenu la Feminist Dalit Organization (FEDO) en République fédérale démocratique du Népal dans le cadre d'un programme de santé de la femme dans le district de Parsa et de l'initiative du FEDO visant à réduire la violence contre les femmes. L'organisation a appuyé la Women 's Consortium of Nigeria (WOCON) dans la formation des officiers de police pour lutter contre la violence sexiste et International Movement against All Forms of Discrimination and Racism pour l'Amérique latine a apporté une aide juridique aux communautés mapuches en Argentine pour protéger leurs terres et préserver un environnement durable.

9. International Native Tradition Interchange

Statut consultatif spécial : 2004

Introduction

International Native Tradition Interchange (INTI) est une organisation de peuples autochtones créée à New York en 1995.

Objectifs et mission

L'organisation vise à sensibiliser le public et à promouvoir le respect des droits des peuples autochtones et s'emploie à améliorer la participation des autochtones légitimes à l'Organisation des Nations Unies.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a contribué à la mise en œuvre de la Convention 169 de l'OIT, de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, des objectifs du Millénaire pour le développement et du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Elle a appelé l'attention du Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones sur la situation du peuple autochtone traditionnel Kamayura de Xingu (au Brésil), et l'extinction du peuple autochtone Kaweshkar de Tierra del Fuego (Chili).

Au cours de la Conférence mondiale sur les peuples autochtones, elle a fait intervenir un envoyé spécial du « Cœur du monde » venu de la Sierra Nevada de Santa Marta (Colombie) pour poser la question de l'eau comme minimum vital. L'organisation a contribué au processus conduisant à la participation future des peuples autochtones à l'ONU depuis les Auditions informelles interactives de la Conférence mondiale sur les peuples autochtones.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Des représentants de l'International Native Tradition Interchange ont assisté aux conférences suivantes et y ont présenté des déclarations écrites ou orales : onzième à quatorzième sessions de l'Instance permanente sur les questions autochtones; cinquante-sixième session de la Commission de la condition de la femme; Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Conférence Rio +20); Conférence mondiale sur les peuples autochtones.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a œuvré pour le développement des relations avec l'UNESCO sur l'extinction du peuple autochtone Kaweshkar de Tierra del Fuego (Chili).

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les filiales de l'organisation au Guna Ayala (Panama) et à la Sierra Nevada de Santa Marta (Colombie) cultivent des plantes alimentaires et médicinales pour aider à éliminer l'extrême pauvreté et la faim dans ces communautés.

10. International Police Association

Statut consultatif spécial : 2004

Introduction

International Police Association est une organisation indépendante composée des membres des services de police en activité ou à la retraite.

Objectifs et mission

International Police Association a pour mission de créer et de renforcer des liens d'amitié entre les membres des services de police et de promouvoir la coopération internationale.

Changements à signaler

International Police Association a adopté de nouveaux instruments internationaux, accueilli cinq nouveaux membres et expulsé deux membres affiliés.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'Association a élaboré une déclaration de principe sur « l'égalité des sexes, l'état de droit et l'administration de la justice pénale ». Elle a également élaboré et envoyé un large éventail de communications au Comité des ONG sur les stupéfiants et l'Alliance des ONG pour la prévention du crime et la justice pénale.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'Association a participé à la cinquante-neuvième session de la Commission de la condition de la femme; aux sessions du Comité des droits de l'homme; aux réunions du Conseil économique et social; aux sessions du Comité des droits de l'enfant; aux sessions du Conseil des droits de l'homme; aux sessions du Comité des droits économiques, sociaux et culturels; aux sessions du Comité contre la torture; à la session 2014 de l'International Police Executive Symposium; à la première Conférence des responsables des services de détection et de répression de la Police de Trinité-et-Tobago; à la réunion annuelle de l'Académie des Sciences de criminologie.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'Association entretient des contacts réguliers avec l' UNESCO, produit et envoie un large éventail de communications à la Commission des stupéfiants.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'Association n'a pas pris d'initiatives en vue de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, mais s'est employée à mettre en lumière certains domaines de la criminalité sur la traite des êtres humains et la maltraitance des enfants dans le cadre de partenariats. Elle a coopéré étroitement avec le Consortium for Street Children, présenté un nouveau projet intitulé « IPA » (L'avenir de l'Association internationale de police) en vue de sa modernisation, et publié des

rapports dans les manuels élaborés pour améliorer l'efficacité et le professionnalisme de la police.

11. International POPs Elimination Network

Statut consultatif spécial : 2012

Introduction

Créé en 1998, International POPs Elimination Network [réseau international pour l'élimination des polluants organiques persistants (POP)] est un réseau d'organisations participantes venant principalement de plus de 100 pays en développement et pays en transition engagés dans les efforts de réduction et d'élimination des produits chimiques dangereux aux niveaux national et international.

Objectifs et mission

Le Réseau a pour mission l'avènement d'un monde sans produits toxiques.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Le Réseau a joué un rôle essentiel dans la mise en œuvre des Conventions de Stockholm, de Rotterdam, de Bâle et de Minamata, et de l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques. Il a préparé des « Quick Views » (Bref aperçu) et des documents similaires pour expliquer l'importance (et dire ce qu'il pensait) de certains textes et/ou des additifs potentiels aux traités; élaboré des brochures pour mieux faire connaître les traités des Nations Unies et les questions connexes; exécuté des projets stratégiques pour appeler l'attention sur la question de l'élimination des peintures au plomb, la Convention de Minamata sur le mercure, et le contrôle des substances chimiques dans les produits (question nouvelle), et faire progresser l'action menée dans ces domaines. Il a participé à des groupes d'experts parrainés par l'ONU, ainsi qu'à des groupes de travail et comités d'examen, et produit des données pour la réalisation des objectifs d'élimination des peintures au plomb, du mercure et des POP.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Le Réseau a participé à plus de 80 réunions de l'ONU de 2012 à 2015.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Le Réseau a collaboré avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) sur les projets de surveillance des émissions de mercure et un projet visant à renforcer la participation des organisations de la société civile au Réseau. Il a publié des rapports conjoints et organisé des réunions conjointes avec le PNUE sur la présence du plomb et du mercure dans la peinture.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les travaux du Réseau visant à réduire et à proscrire l'utilisation du mercure dans l'extraction minière artisanale de l'or à petite échelle, et à éliminer les peintures à base de plomb sont deux exemples d'initiatives pour la réduction de la mortalité infantile et l'amélioration de la santé maternelle. Les tests de détection de métaux dans les produits (jouets, produits cosmétiques, accessoires et autres articles) et les travaux du Réseau avec l'Endocrine Society en vue de la publication d'un guide d'introduction aux perturbateurs endocriniens en sont deux autres exemples. Ses efforts visant à ajouter les POP à la Convention de Stockholm, à éviter le recyclage des matériaux contaminés par les POP et à réduire davantage la teneur des déchets en polluants organiques persistants sont quelques exemples d'initiatives prises pour assurer la protection de l'environnement.

12. International Rehabilitation Council for Torture Victims**Statut consultatif spécial : 1996****Introduction**

International Rehabilitation Council for Torture Victims est une organisation faîtière axée sur la santé, qui œuvre pour la réhabilitation des victimes de la torture et la prévention de la torture dans le monde entier. Il compte plus de 153 organisations indépendantes dans plus de 75 pays.

Objectifs et mission

International Rehabilitation Council for Torture Victims (IRCT) a pour ambition l'avènement d'un monde sans torture.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'IRCT a exécuté divers programmes visant à développer les capacités de ses membres dans le monde entier, par le biais de la coopération Sud-Sud et Nord-Sud, la supervision des pairs et les conférences. Il a contribué au processus d'élaboration des politiques de l'ONU, en présentant notamment une observation générale sur l'article 14 de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Il a également plaidé pour l'adoption par le Conseil des droits de l'homme d'une résolution sur le droit à réparation des victimes de la torture. Il a exécuté des projets visant spécifiquement à accroître le montant des fonds mis à la disposition des organisations travaillant à la prestation des services de réhabilitation aux victimes de torture et de mauvais traitements.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Des représentants de l'IRCT ont participé aux dix-neuvième à trentième sessions du Conseil des droits de l'homme; aux quarante-huitième à cinquante-sixième sessions du Comité contre la torture et facilité la participation des membres

de 15 pays différents; aux séances publiques pertinentes des seizième à vingt-septième sessions du Sous-Comité pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants; aux sessions du Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture; aux treizième à vingt-troisième sessions de l'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme; à la quarante-huitième session du Comité des droits économiques, sociaux et culturels; à la cent-douzième session du [Comité des droits civils et politiques[sic]]; a coorganisé, avec la Mission permanente du Danemark auprès de l'ONU, à l'intention des diplomates une séance d'information du Conseil des droits de l'homme sur la résolution relative à la réadaptation des victimes de torture.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'IRCT a collaboré avec les principaux mécanismes des Nations Unies traitant de la torture et des mauvais traitements : le Rapporteur spécial sur la question de torture, le Comité contre la torture et le Sous-Comité pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et la documentation médico-légale.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune information fournie.

13. International Youth Hostel Federation

Statut consultatif spécial : 2004

Introduction

International Youth Hostel Federation (IYHF) est active dans plus de 80 pays, offrant des auberges de jeunesse et 565 000 lits. L'IYHF opère sous son nom de marque mondiale : « Hostelling International ».

Objectifs et mission

L'IYHF a pour mission la mise en place d'un système de réciprocité grâce auquel une jeune personne membre d'une Association d'auberges de jeunesse d'un pays peut utiliser les auberges dans d'autres pays.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Au fil des ans, l'IYHF a étendu ses travaux à la promotion du tourisme de jeunesse, de l'éducation non formelle et du tourisme durable.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Des représentants de la FIAJ ont pris part aux réunions du comité de l'UNESCO avec les ONG partenaires en 2012 et 2015 et à la cérémonie de remise

du prix Ulysse de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) où la Fédération a obtenu la deuxième place pour l'innovation dans le secteur du tourisme pour le projet « Big Blog Exchange ».

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En 2013, la FIAJ a signé un mémorandum d'accord avec l'OMT pour promouvoir la campagne de l'OMT contre toutes les formes de traite, ainsi que le concours « Big Blog Exchange » organisé par Hostelling International, et mettre en place l'initiative « Young at heart ». En 2014, l'Association allemande des auberges de jeunesse, l'Office allemand du tourisme et la Deutsche Bahn ont collaboré pour permettre à un blogueur de visiter en un mois tous les 38 sites du patrimoine mondial de l'UNESCO situés en Allemagne afin de mieux faire connaître le patrimoine mondial et le tourisme naturel et durable. En 2015, l'IYHF a été élue au Comité de l'OMT pour le tourisme et la durabilité au nom du Comité des membres affiliés à l'OMT.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Depuis 2012, l'IYHF soutient la Journée internationale de la paix des Nations Unies à travers le projet « Sleep for peace » dans lequel les auberges du Réseau célèbrent cette journée avec des activités particulières qui tendent à promouvoir une meilleure compréhension des populations, des lieux et de la culture. L'IYHF a exécuté un projet intitulé « IoU Respect », dans le cadre de la Journée internationale de la jeunesse, pour promouvoir l'engagement civique des jeunes. Elle a concentré l'essentiel de ses travaux sur les campagnes de sensibilisation du jeune voyageur à l'environnement et la promotion des pratiques durables dans la gestion des logements et l'architecture par l'utilisation des matériaux et des méthodes de construction appropriées dans la planification / construction des auberges de jeunesse, des énergies renouvelables et des techniques de recyclage chaque fois que cela est possible, et des pratiques respectueuses de l'environnement dans la gestion quotidienne des auberges.

14. Internationale Organisation Für Volkskunst

Statut consultatif spécial : 2012

Introduction

Internationale Organisation Für Volkskunst (IOV) est consacrée à la préservation de la culture populaire, l'art populaire et le patrimoine culturel immatériel.

Objectifs et mission

IOV a pour mission de promouvoir la compréhension et la tolérance entre les différents peuples du monde et contribuer ainsi à la promotion et au maintien de la paix mondiale.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

IOV appuie la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (2003). Pour aider à accroître la compréhension interculturelle et la coexistence pacifique des divers peuples du monde, elle organise chaque année plus de 150 festivals folkloriques dans le monde entier. IOV jeunes organise un congrès mondial tous les deux ans pour écouter des exposés et des conférences, et participer à des ateliers et groupes de discussion sur des thèmes qui lient les activités de IOV à celles de l'ONU. À l'occasion de la Journée mondiale de l'enfance, IOV organise un festival de danse et de musique pour enfants à Bergamo (Italie).

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune participation à signaler.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

IOV est un partenaire de l'UNESCO. Quarante de ses membres ont été identifiés par l'UNESCO comme experts dans au moins un domaine du patrimoine culturel immatériel.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

IOV publie deux périodiques : Culture populaire est une publication trimestrielle en langue arabe se rapportant essentiellement aux cultures d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. Le journal IOV du patrimoine culturel immatériel est une publication trimestrielle spécialisée qui contient des travaux de recherche et des articles sur l'art et la culture populaires. IOV parraine des programmes à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement 1 et 7 en organisant et encourageant les marchés d'art traditionnel et d'autres événements où les artisans locaux vendent l'artisanat traditionnel à des prix équitables, ce qui génère des revenus pour certaines des personnes les plus pauvres du monde. Pour de nombreuses femmes pauvres, les recettes provenant de la vente de produits d'artisanat constituent la principale source d'appui pour elles-mêmes et leur famille et contribuent à une plus grande égalité entre les sexes.

15. ISIS: – International Women's Information and Communication Service

Statut consultatif spécial : 1996

Introduction

Isis – International Women's Information and Communication Service (Isis – International) est une organisation de développement féministe de 41 ans qui travaille pour les droits fondamentaux et l'autonomisation des femmes.

Objectifs et mission

Isis International travaille à la réalisation des droits fondamentaux des femmes grâce à des collaborations féministes et la formation d'alliances dans la lutte contre les forces fondamentalistes et patriarcales.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

ISIS rassemble des informations sur les visions féministes, crée des communications vitales et renforce les mouvements sociaux. Il aide essentiellement les groupes et réseaux de femmes à avoir effectivement recours à la communication pour faire progresser le programme pour les femmes et une analyse féministe du Sud grâce à la communication interactive, aux activités de plaidoyer, à l'établissement de réseaux et aux stratégies de renforcement des capacités. ISIS a produit et diffusé des informations et des communications sur les changements climatiques, les femmes défenseurs des droits fondamentaux de la femme, la violence sexiste, Beijing +20 et la Journée internationale de la femme; a siégé au Comité directeur de la société civile pour Beijing+ 20, conduit l'atelier sur les femmes et les médias et aidé à formuler la déclaration des organisations de la société civile sur les femmes et les médias. ISIS a consacré un numéro de sa publication « Women in Action », « Women in Peacebuilding » pour faire entendre la voix des femmes dans les processus de paix et de développement. L'organisation a publié les résultats de recherche sur les femmes et la consolidation de la paix dans la République des Philippines sous le titre « Recognising Women's Participation in Sustainable and Lasting Peace » .

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Des représentants d'ISIS ont participé à la Conférence Asie-Pacifique sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes : examen de Beijing +20, et offert une couverture multimédia, in situ, des débats. Isis a également participé à la troisième session de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique et aux cinquante-sixième à cinquante-huitième sessions de la Commission de la condition de la femme.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En 2015, Isis a coproduit, avec l'UNESCO, le Manuel de programmation intégrant la perspective du genre pour les stations de radio communautaires. En 2014, elle a participé au Comité directeur des organisations de la société civile qui a organisé le Forum de la société civile pour l'Asie et le Pacifique (Beijing +20), avec l'appui d'ONU-Femmes. Elle a également aidé ONU-Femmes à coordonner la participation des représentants des organisations de la société civile aux conférences de presse organisées à l'intention des participants à la formation médias du Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP) et ONU-femmes à Bangkok, du 15 au 21 novembre 2014.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les initiatives d'ISIS ont principalement porté sur le renforcement des capacités en vue d'améliorer les aptitudes des femmes à l'utilisation des médias et de la communication pour plaider les questions les concernant elles-mêmes et leurs communautés. L'organisation a mené un projet de renforcement des capacités pour les femmes défenseurs des droits fondamentaux de la femme de l'Asie de l'Est et du

Sud-Est; un projet de recherche et de renforcement des capacités, avec des partenaires régionaux, à l'intention d'un réseau de jeunes femmes bâtisseurs de paix afin d'élaborer des stratégies sur les médias sociaux pour promouvoir la résolution 1325 du Conseil de sécurité en Asie; des projets de renforcement des capacités pour les femmes en matière de vidéo-journalisme citoyen; et un projet de renforcement communautaire à l'intention d'un réseau de jeunes dirigeantes en Afrique de l'Ouest s'occupant de questions liées à l'identité de genre et à l'orientation sexuelle.
